

LA LETTRE DU HÉRISSON

Reconnue d'utilité publique
depuis 1976
> LH N°266
> Automne 2016

PESTICIDES
Mobilisation
victorieuse

PAGE 2

**ÉTATS
GÉNÉRAUX DE
L'ALIMENTATION**
Une occasion
à saisir

PAGE 4

Retour sur l'Université d'été 2017

ÉCOLOGIE

L'AUTRE VISAGE DE LA JUSTICE SOCIALE



édito

MICHEL DUBROMEL
PRÉSIDENT DE FNE



Tout en restant fidèle à son principe d'indépendance politique, France Nature Environnement a salué la nomination de Nicolas Hulot au poste de ministre d'État de la Transition écologique et solidaire. Homme de conviction issu de la société civile, il a déjà beaucoup œuvré pour faire connaître l'urgence écologique. Nous avons également accueilli favorablement le Plan Climat présenté le 6 juillet dernier par le nouveau ministre, sans nous interdire de pointer ses manques (cf. page 4). La lutte contre le réchauffement climatique et la perte de la biodiversité n'est pas un enjeu parmi d'autres : il y va de la survie de l'espèce humaine. A ce titre, c'est l'ensemble du gouvernement qui doit faire de la transition écologique le fil rouge de sa politique pour l'avenir de la France. Etats généraux de l'alimentation, Assises de la mobilité, Conférence des territoires, table ronde sur la santé, projet de loi sur les hydrocarbures... : la rentrée s'annonce chargée pour le mouvement associatif. Sans oublier un combat central, celui de la mobilisation citoyenne et du renouveau démocratique. France Nature Environnement a beaucoup à apporter à ce nécessaire sursaut collectif car toute sa force repose sur ses associations mobilisées au quotidien sur le terrain. C'est pourquoi j'ai fait de la consolidation des liens qui unissent nos associations membres une priorité de mon mandat. Nous devons adapter notre mouvement à l'évolution de la carte des régions et de leurs compétences, redynamiser notre action et trouver de nouvelles synergies pour rester présents et être à la hauteur des enjeux. Pour cette même raison, il m'apparaît essentiel de nous ouvrir aux autres pour construire, en prise avec les enjeux sociaux et économiques, le monde vivable que nous appelons de nos vœux. A l'image de la campagne que nous avons lancée en 2016 et qui rappelle que se battre pour la nature et la transition écologique, c'est aussi œuvrer pour un nouveau modèle de société et proposer des solutions bénéfiques pour l'ensemble de nos concitoyens et notre économie.

LE CHIFFRE

212 252

C'est le nombre total de soutiens récoltés par l'initiative « People 4 Soil ». Via notre campagne « L'Appel du sol », nous avons relayé en France ce projet citoyen destiné à interpeller les pouvoirs publics européens quant à la nécessaire préservation des sols comme bien commun environnemental. Rendez-vous dans le prochain numéro pour un bilan complet !

#LOINDESPESTICIDES

Une victoire majeure pour FNE

Grâce à la mobilisation de ses membres et sympathisants, France Nature Environnement a mis fin à l'aberration des épandages de pesticides sur les surfaces d'intérêt écologique. Retour sur un vote européen à couteaux tirés.

Le tout s'est joué le mercredi 14 juin dans l'enceinte du Parlement européen. Les députés devaient se prononcer sur l'interdiction des épandages de pesticides sur les « surfaces d'intérêt écologique », c'est-à-dire les haies, arbres, bandes enherbées et autres oasis de nature présentes dans les champs cultivés. Le statut de « surface d'intérêt écologique » constitue une reconnaissance formelle de leur rôle dans la préservation de la biodiversité. Les agriculteurs dont les terres accueillent de telles surfaces bénéficient d'aides spécifiques – les paiements verts – dans le cadre de la Politique Agricole Commune.

Épandre des pesticides sur ces surfaces d'une part et recevoir des paiements verts d'autre part constituait une totale absurdité. Le vote de ce 14 juin s'avérait donc nécessaire mais les premiers signaux étaient inquiétants. Quinze jours plus

tôt, la Commission agriculture s'était prononcée contre l'interdiction de ces épandages. Dans les couloirs du Parlement, la mobilisation des eurodéputés était loin d'être acquise. Nous avons donc lancé la campagne #LoinDesPesticides en faisant appel à notre plus belle force : nos militants et sympathisants. En seulement quatre jours, 1 315 personnes se sont mobilisées pour envoyer, en deux clics, un mail à l'ensemble des eurodéputés français. Cette mobilisation a payé. Le vote, très serré, a finalement acté l'interdiction des épandages de pesticides sur les surfaces d'intérêt écologique. Si le chemin vers un modèle agricole respectueux des agriculteurs, de la santé des consommateurs et de l'environnement est encore long, nous pouvons être fiers de ce pas franchi grâce à notre mobilisation. Merci à vous !

PETITION

Déjà 7 390 signatures

En un mois à peine, vous avez été plusieurs milliers à signer la pétition lancée conjointement par France Nature Environnement et le Groupe de Recherche sur les Cétacés pour demander l'interdiction de la nage commerciale avec les dauphins. Cette activité, lucrative pour quelques opérateurs, implique une volonté de contact ou de rapprochement étroit avec les mammifères marins, particulièrement les dauphins sauvages. Or cette mise en présence forcée est source de stress pour les ceta-

cés : tentant d'échapper à leurs poursuivants installés dans leur avion ou bateau, les animaux s'épuisent. Interrompus dans leurs activités, certains peuvent également être contraints de cesser leur quête de nourriture, ce qui perturbe leur équilibre alimentaire. Il est encore temps de nous aider à faire interdire cette pratique commerciale néfaste pour les animaux en signant notre pétition sur www.fne.asso.fr.



© Groupe de Recherche sur les Cétacés

▲ En période estivale, la nage commerciale avec les mammifères marins connaît un engouement problématique en Méditerranée française.

La Lettre du Hérisson est éditée par France Nature Environnement, fédération française des associations de protection de la nature et de l'environnement, fondée en 1968, reconnue d'utilité publique en 1976. **Directeur de la publication** : Michel Dubromel. **Rédacteur en chef** : Antoine Gaillard FNE 81-83 boulevard de Port-Royal 75 013 Paris / www.fne.asso.fr / information@fne.asso.fr **Conception graphique et réalisation** : Cito / www.cito.fr **Impression et routage** : Imprimerie des Hauts de Vilaine – BP 52179 – 35 221 Châteaubourg Cedex / Dépôt légal : Octobre 2017 / ISSN 1632 4315 **En couverture, graphisme de l'Université d'été** : Delo

La reproduction des articles de la Lettre du Hérisson est autorisée pour les particuliers et les associations sous réserve dans citer la source datée, les auteurs, et sans utiliser les photographies. La Lettre du Hérisson est imprimée sur du papier Cyclus Print, un papier recyclé, par un imprimeur labellisé Imprim'Vert.



France Nature Environnement est agréée par le Comité de la Charte du don en confiance. comitecharte.org

PERTURBATEURS ENDOCRINIENS

Une définition décevante de la part de l'Europe

Ils sont partout : dans les vêtements, les produits ménagers, les parfums, les pesticides... Des composés chimiques aux noms aussi variés que Bisphénol A, Phtalates, Ethers, PCB... mais qui partagent au moins une propriété, celle d'interférer avec la production hormonale dès lors qu'ils passent dans l'organisme. C'est ce qui leur vaut le sobriquet de « perturbateurs endocriniens » et leur confère le sinistre pouvoir de favoriser les maladies neurodégénératives, les malformations du fœtus ou bien encore l'infertilité, en plus de possibles cancers...

Comment les reconnaît-on pour organiser leur retrait du marché ? Jusqu'à cet été, il n'existait pas en Europe de définition officielle des perturbateurs endocriniens. Le 4 juillet dernier, les

représentants des Etats membres européens ont finalement adopté des critères d'identification de ces substances. Problèmes : ces critères ne concernent que certains pesticides, et la démonstration demandée de leurs effets est si complexe que les délais nécessaires seront excessivement longs.

FNE a dénoncé ce manquement au principe de précaution ainsi que l'omission de nombreux secteurs – les jouets, les cosmétiques, les produits et emballages alimentaires – pourtant cruciaux lorsqu'on s'intéresse à la santé des citoyens. Nous attendons du gouvernement français un document officiel certifiant que la France s'engage à aller plus loin que cette définition européenne lacunaire, sans céder au poids des lobbies.

4 milliards d'euros

Le coût annuel pour le système de santé français de l'inaction face aux perturbateurs endocriniens.*

* Source : rapport de l'Alliance pour la santé et l'environnement (Health and Environment Alliance, HEAL)



TIRS DE LOUPS ILLÉGITIMES

FNE saisit la justice

Le 18 juillet dernier, le ministre de la Transition écologique a autorisé le tir de 40 loups d'ici l'été prochain, soit 4 loups de plus par rapport à la saison passée. Par cette décision prise sous la pression des lobbies, M. Hulot poursuit une politique de courte vue qui nous éloigne de l'organisation de la coexistence entre le canidé et les activités d'élevage, alors même que des études récentes confirment que les tirs indifférenciés ne permettent pas de diminuer les attaques du loup sur les troupeaux – d'autant moins lorsque ces derniers ne sont pas correctement protégés...

L'expertise commandée par le précédent gouvernement au Muséum national d'histoire naturelle et à l'Office national de la chasse et de la faune sauvage a pourtant établi que les prélèvements légaux ne devraient pas dépasser le taux de 10 % de la population de loups – actuellement estimée à 360 individus – pour garantir sa stabilité. Rappelons également qu'aucun bilan n'a été établi concernant les tirs de ces trois dernières années, que ce soit en matière d'efficacité sur la prévention des dommages ou d'impact sur la dynamique de la population de cette espèce protégée. Enfin, les autorisations de tir ne sont toujours pas rigoureusement encadrées alors qu'il est établi que des attaques ont lieu sur des troupeaux non ou insuffisamment protégés.

Pour toutes ces raisons, FNE et la Ligue pour la protection des oiseaux ont à nouveau saisi le Conseil d'État afin de faire annuler ces autorisations illégitimes.

Au 1^{er} septembre 2017, 14 loups sur les 40 autorisés ont déjà été abattus : 3 dans les Hautes-Alpes, 3 dans les Alpes Maritimes, 5 en Savoie et 3 dans le Var.

FNE DANS LES MÉDIAS



La croisière polluée

France Inter, « Le 6/9 », le 11 juillet 2017
Les paquebots utilisent un fioul lourd qui dégage 3 500 fois plus de particules fines que le diesel des voitures : c'est ce que dénonce Charlotte Lepitre, en charge des questions de santé à France Nature Environnement. « La concentration en soufre du carburant utilisé par les transports maritimes est la cause majeure de cette pollution. Les particules émises sont si petites qu'elles traversent les barrières du sang, s'accumulent dans nos organes vitaux et peuvent notamment provoquer des maladies neurodégénératives. L'exposition à long terme des citoyens habitant en bord de mer va donc avoir un impact très négatif sur leur santé. »



Sécheresse

France Info TV, « Le 18h - 20h », le 10 août 2017
Il a plu sur une partie de la France aujourd'hui et, pourtant, nous sommes en train de traverser une période de sécheresse. 82 départements touchés en tout. C'est une situation exceptionnelle qui pourrait devenir banale à partir de 2050. Carmen Etcheverry, en charge des questions agricoles à France Nature Environnement, était sur notre plateau pour réagir aux propositions du ministre Nicolas Hulot. « Ce sont des propositions qui restent superficielles, on ne rentre pas dans le concret, donc on est en attente de voir comment cela va se traduire et les moyens qui seront mis en face de ces propositions. »

Par votre don vous nous aidez à protéger la Nature et l'Environnement

A renvoyer sous enveloppe affranchie à FNE – 3 rue de la Lionne – 45 000 Orléans ou à remplir sur fne.asso.fr

Oui, je me sens concerné-e par la protection de la nature et de l'environnement et désire continuer à soutenir les actions de France Nature Environnement.

Je donne : 15 € 20 € 30 € 50 € ou..... €

Plus simple, plus rapide, je donne sur fne.asso.fr

MES COORDONNÉES :

Mme M.
Nom : CP : [][][][][]
Prénom : Ville :
Adresse :
Email :

Je règle par chèque bancaire ou postal à l'ordre de France Nature Environnement.

Je souhaite recevoir la Lettre du Hérisson :
 en version papier (indiquez votre adresse ci-contre)
 en version électronique (indiquez votre email ci-contre)

Confidentialité : vos coordonnées sont indispensables pour vous envoyer votre reçu fiscal et bénéficier de la réduction d'impôts. Nous les utilisons uniquement à des fins de gestion et d'information. Conformément à la loi "informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition et de suppression des données qui vous concernent.



Impact carbone de cette Lettre du Hérisson



Un Plan Climat à suivre de près

Le ministre de la transition écologique et solidaire a présenté le 5 juillet un Plan Climat détaillant les grandes mesures qui seront mises sur la table pour faire avancer la France dans la lutte contre le réchauffement planétaire. Nous avons salué cette feuille de route ambitieuse et cohérente, adoptant une approche globale des champs de la transition : habitat, énergie, transports, alimentation, fiscalité... Plusieurs questions restent cependant en suspens et nécessiteront notre vigilance.

Parmi les annonces encourageantes, citons la rénovation thermique des bâtiments, le rattrapage de la fiscalité du diesel sur celle de l'essence, la fin de la vente des véhicules diesel et essence en 2040 et la prime à la conversion pour les ménages modestes, la fermeture programmée des centrales au charbon et l'interdiction des nouveaux permis de recherche d'hydrocarbures.

Des oublis regrettables sont toutefois à signaler, à l'instar de la Taxe sur les Transactions Financières qui faisait pourtant partie des engagements présidentiels. Rien n'est dit non plus sur le phasage et l'accompagnement de fermetures de centrales nucléaires même si, entre-temps, M. Hulot s'est engagé publiquement à respecter la loi sur la transition énergétique qui vise à ramener de 75% à 50% la part de l'atome dans la production d'électricité d'ici 2025. A cette occasion, il a bien précisé que cet objectif avait pour conséquence la fermeture inéluctable de 17 réacteurs, voire plus.

D'autres sujets non évoqués lors de la présentation de ce Plan feront l'objet d'une attention toute particulière de notre part. L'agriculture d'abord, secteur pour lequel les objectifs en termes de réduction des émissions de gaz à effet de serre doivent partager l'ambition de l'ensemble de nos politiques climatiques pour respecter l'accord de Paris. N'oublions pas non plus le rôle de la biodiversité, impactée par les changements climatiques mais qui constitue aussi une partie des solutions pour les atténuer. Ainsi, une des actions fortes de ce Plan devra être la mise en place ambitieuse de la trame verte et bleue, c'est-à-dire l'identification et la valorisation des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques dans les villes et territoires, où ils participent au captage du carbone, à la lutte contre les îlots de chaleur, à la préservation de la ressource en eau, etc.

Nous serons par ailleurs particulièrement attentif au respect de l'axe 17 de ce Plan Climat, qui affiche l'intention de « promouvoir une gestion active et durable des forêts françaises

pour préserver et amplifier leur rôle central dans le stockage du carbone », la France – comme l'Europe – ayant par le passé fait preuve d'une réelle schizophrénie sur le sujet de l'usage futur du bois, entre sa place certes importante parmi les énergies alternatives et l'affirmation du rôle de puits de carbone joué par les forêts.

La prochaine étape à surveiller sera le nécessaire déblocage des moyens adaptés à l'atteinte des objectifs de ce Plan. Elle passe également par la concrétisation et la réussite des grands chantiers annoncés pour l'automne : Conférences des territoires, Etats généraux de l'alimentation et Assises de la mobilité auxquels FNE entend bien participer pour faire entendre la voix de la société civile et des territoires.

CATHERINE HURTUT,

Directrice de la communication et du plaidoyer

N'oublions pas non plus le rôle de la biodiversité, impactée par les changements climatiques mais qui constitue aussi une partie des solutions pour les atténuer.



Pour une (r)évolution de l'alimentation

France Nature Environnement a soutenu avec enthousiasme la démarche de concertation affichée par les Etats généraux de l'alimentation lancés le 20 juillet par le nouveau gouvernement et s'implique activement dans les différents ateliers. Le dialogue avec tous les acteurs de l'alimentation est essentiel et se doit d'être constructif et évolutif... Notre principal souci est que les demandes des citoyens soient au cœur du système pour une alimentation qui promeut la santé, le bien-être animal et la résilience de la production agricole.

50 organisations de la société civile se sont rassemblées au sein d'une « Plateforme citoyenne pour une transition agricole et alimentaire ». Nous portons, ensemble, des propositions concrètes à la table des discussions.

Notre ligne directrice peut se résumer ainsi : plus vert, c'est plus juste ! Pourquoi ?

Parce qu'on ne peut se satisfaire d'un transfert à l'autre bout de la planète de nos pollutions et de nos modèles dépassés. Le caractère très particulier des biens alimentaires, indispensables à la vie, doit les soustraire à la spéculation mondiale.

Parce que nos modes de production agricole peuvent respecter à la fois les agriculteurs et les milieux dont ils sont dépendants, à travers une rémunération équitable du producteur et le souci de la biodiversité, de la qualité de l'eau et de l'air.

Parce que la survie de l'humanité dépend de la qualité et de la quantité des sols agricoles, dans toutes leurs dimensions : fertilité, biodiversité, régulation des cycles de l'eau, etc.

Pour relever ces défis, les leviers d'action ne manquent pas. Les productions agricoles régionales peuvent alimenter nos territoires, au travers notamment de l'approvisionnement des restaurants collectifs et scolaires. À l'échelle individuelle et quotidienne, nous pouvons réduire et améliorer notre consommation de protéines animales, fortement dépendantes de productions du sud mises en œuvre dans des conditions catastrophiques, tant socialement qu'écologiquement. Une plus grande variété de notre alimentation, enrichie de produits bruts, protéines végétales, fruits, légumes... favoriserait dans le même temps la nécessaire diversification des cultures. Bien sûr, pour jouer leurs rôles ces productions devront être sans pesticides et sans risque pour notre santé. Nous ne manquerons également pas de rappeler que pour moins peser sur nos ressources, et là encore dans un souci de justesse et de justice, nous devons tous œuvrer pour une forte réduction du gaspillage alimentaire.

Ces évolutions dessinent une transition de l'agriculture française vers un modèle agroécologique à même de fournir une alimentation qui soit enfin saine et durable. Cette transition

relève désormais d'une urgence économique et sociale autant qu'environnementale : les Etats généraux de l'alimentation ne doivent pas faire l'erreur de traiter ces aspects séparément. La transition est à notre portée et nous sommes nombreux à pousser dans le même sens. Partageons l'enthousiasme et l'envie de mieux faire !

CÉCILE CLAVEIROLE,

Co-pilote du réseau Agriculture de France Nature Environnement



L'écureuil, voltigeur de panache !

Qui ne s'est jamais extasié en apercevant la silhouette si reconnaissable de l'Écureuil roux, tantôt ombre figée dans les cimes, tantôt flèche rousse furtive au sol ? Autrefois accusé d'abîmer la forêt et piégé pour être consommé, il est désormais protégé et bénéficie d'une bonne image. Mais une nouvelle menace plane...

Une silhouette connue de tous

L'Écureuil roux (*Sciurus vulgaris*) est un mammifère rongeur reconnaissable à sa queue touffue souvent relevée et à ses oreilles terminées par quelques pinceaux de poils. Il mesure entre 19 et 25 cm auxquels il faut ajouter près de 20 cm de queue. Il pèse entre 200 et 400 grammes. Son pelage va du roux au brun chocolat, avec des variations noisette ou café au lait. Le dessous du ventre est par contre toujours blanchâtre.

L'équilibriste agile et furtif

L'écureuil passant l'essentiel de sa vie dans les arbres, son corps est taillé pour l'escalade et la voltige. Ses gros yeux noirs proéminents lui donnent un champ de vision large, utile pour évaluer les distances entre les branches. Ses pattes arrière, longues et puissantes, le propulsent par bonds pouvant dépasser les 6 m. Sa queue lui sert alors tantôt de gouvernail, tantôt de parachute. Lorsqu'il grimpe, elle fait office de balancier pour garder l'équilibre. Les vibrisses, ces longs poils innervés placés stratégiquement sur sa tête et son corps, lui servent de capteurs pour garder l'équilibre. Ses longues griffes forment des crochets acérés qu'il plante dans l'écorce des arbres pour monter ou descendre. Et ses pieds sont capables de pivoter à 180°, lui permettant de s'accrocher sans effort la tête en bas.

Épargne, prévoyance...

Pour se nourrir, le petit rongeur arboricole exploite toutes les strates de la forêt, du pied des arbres à la plus haute branche. Il est friand de toutes sortes de graines – glands, faines, châtaignes, noix et noisettes – ainsi que de cônes de résineux, et ne dédaigne pas à l'occasion champignons, insectes, œufs et oisillons. En prévision de l'hiver, il dissimule une partie de ses victuailles dans des trous creusés dans le sol. Quelque peu tête en l'air, l'écureuil ne retrouve pas toujours toutes ses cachettes. Un oubli qui profite aux autres habitants des bois – mésanges, geais et autres mulots – et à la forêt elle-même car, au printemps, les graines oubliées pourront germer.

...et économies d'énergie

N'hibernant pas, l'écureuil se construit à l'automne un nid confortable et chaud contre un tronc ou au creux d'une fourche de branches. Il y entrelace brindilles, mousses et feuilles mortes jusqu'à former une boule creuse. Pour le confort intérieur, il dépose un tapis de mousses, de lichens, de plumes et de tout autre matériau glané de-ci de-là, comme des bouts de



© Peter Trimming

laine ou de tissu. Sa queue douce et touffue fait office de couverture. Même par temps de gel, la température intérieure peut atteindre 20 °C ! Plusieurs autres nids, plus sommaires, sont construits sur son territoire. Ils servent le reste de l'année, comme refuge pour faire la sieste, pour passer une nuit, se protéger de la pluie et des prédateurs ou encore élever ses petits.

Chaud lapin

Au mois de janvier débute la saison des amours. La femelle émet sur son territoire un parfum irrésistible. Attiré, le mâle la prend en chasse. Après une journée de courses poursuites, la femelle accepte l'accouplement. 38 jours de gestation plus tard, 1 à 7 petits naissent. Ils seront farouchement défendus par leur mère, qui en cas de danger change de nid en les portant par la peau du ventre tandis qu'ils enroulent leur queue autour de son cou pour s'agripper. À l'âge de sept semaines, les petits commencent à sortir du nid et à dix semaines, la mère les laisse de plus en plus longtemps seuls. A partir de juin, mâles et femelles se rencontrent à nouveau pour mettre au monde une seconde portée.

Les menaces

L'écureuil a peu de prédateurs naturels : un venu des airs, l'Autour des Palombes, rapace agile et rapide en vol, un autre venu des arbres, la Martre des pins qui le surprend la nuit pendant son sommeil. Pour leur échapper, l'écureuil grimpe en spirale le long du tronc ou regagne rapidement les pointes des branches d'où il se laisse

▲ En cas de dérangement ou d'intrusion sur son territoire, l'écureuil manifeste son mécontentement par des cris et des mouvements frénétiques de la queue.

tomber. Lors de ses déplacements au sol, il lui arrive aussi d'être écrasé par des véhicules.

Mais l'Écureuil roux doit faire face à un nouveau danger venant de ses cousins, les écureuils exotiques vendus comme animaux de compagnie et relâchés dans la nature par leurs propriétaires. Ces écureuils - gris, à ventre rouge ou de Corée - sont plus compétitifs et accaparent nourriture et abris potentiels. Ainsi, en Angleterre, il ne reste plus que 16 000 écureuils roux contre 3 millions de gris. Depuis 2010, la réglementation française interdit de lâcher dans la nature les écureuils exotiques et leur commerce devrait être prochainement interdit. France Nature Environnement est mobilisée pour que la vente d'espèces animales et végétales exotiques soit régulée, voire interdite pour les espèces les plus dangereuses pour notre faune et flore sauvages (voir notre lettre du hérisson n°264).

STÉPHANIE MORELLE,
chargée de mission biodiversité

NOURRIR OU PAS ?

Les apports humains de nourriture à l'écureuil ne sont généralement pas nécessaires, même si les jeunes ont parfois du mal à constituer des réserves en automne et qu'on peut voir certains individus ravir des graines déposées pour les oiseaux dans les mangeoires. Rappelons que, puisqu'il s'agit d'un animal sauvage et protégé, il est interdit de détenir un écureuil roux. Si vous en trouvez un blessé, contactez le centre de sauvegarde de la faune sauvage le plus proche de chez vous.

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ 2017

Combats croisés

En 2016, France Nature Environnement organisait sa première Université d'été. Une nouveauté pour le mouvement qui fut très bien accueillie par des participants réclamant à corps et à cris une nouvelle édition. L'essai fut donc transformé les 29, 30 juin et 1^{er} juillet derniers, lors de l'Université d'été 2017 qui s'est notamment attachée à mettre en lumière les synergies possibles et nécessaires entre luttes environnementales et sociales.

Le cri est reconnaissable entre mille. Il s'apparente au son de deux petites pierres qui s'entrechoquent : c'est celui de la Fauvette à tête noire, passereau commun des sous-bois et des haies qui se sent chez lui dans le vaste parc arboré du Domaine de Bierville. Il n'est cependant pas le seul puisque ce ne sont pas moins de 29 espèces d'oiseaux qui ont été recensées sur le site par des naturalistes curieux, bravant la météo humide et incertaine de ce début d'été.

Qu'est-ce qui explique ce soudain arrivage d'ornithologues, de botanistes, de mammalogistes et autres curieux de nature ou militants écologistes dans ce centre de formation appartenant à la CFDT ? Les hérissons rouges et blancs qui fleurissent sur les affiches, les banderoles et les badges aux revers des vestons vendent la mèche : France Nature Environnement est de retour à Bierville, dans l'Essonne, pour une nouvelle Université d'été.

« Les plus pauvres ne sont pas responsables de la crise climatique mais en sont les plus grandes victimes »

Plus de 150 militants, bénévoles, salariés, naturalistes, experts, animateurs, en provenance de Bretagne, d'Alsace, de Midi-Pyrénées... mais aussi de Mayotte : les forces vives du mouvement viennent de loin pour honorer ce rendez-vous attendu, se déroulant cette fois sur trois jours et deux nuits.

L'objectif ? Il est naturellement multiple, reflétant la richesse et la diversité des activités et des histoires de notre mouvement associatif. Une motivation commune ressort pourtant : resserrer les liens, en tisser de nouveaux, mobiliser et nourrir nos convictions et nos envies dans un contexte où le rôle de la société civile est plus que jamais important... sans que cela se reflète nécessairement dans les politiques publiques.

L'APPEL DE LA SOLIDARITÉ

Le fil conducteur de cette nouvelle édition - « Ecologie, l'autre visage de la justice sociale » - a été inspiré par l'évidence de la convergence des crises sociales et écologiques ainsi que par la nécessité d'être plus efficaces dans nos combats. Pour Marie-Anne Salomon, responsable, comme l'année précédente, du programme de cette Université d'été : « *Les inégalités environnementales en France et à travers le monde sont les preuves tangibles que les problématiques sociales et écologiques sont intimement liées. Des populations entières sont obligées d'arbitrer entre leurs besoins fondamentaux - la nourriture la plus saine n'étant pas toujours la moins chère par exemple - parce que nous demeurons incapables de repenser en profondeur nos modes de consommation et de production.* »

Comment évoquer ces enjeux sociaux avec justesse ? « *Il était bien sûr primordial de faire appel aux organisations qui œuvrent dans ce domaine de longue date et dont l'expérience est irremplaçable* » précise Marie-Anne, qui a très tôt contacté des organismes tels que la Fondation Abbé Pierre, Emmaüs France et ATD Quart Monde pour les inviter à contribuer aux échanges de cette Université d'été et - qui sait ? - poser les premiers jalons de collaborations futures... Toutes ont répondu présent.

Signe des temps : ces mêmes structures s'étaient déjà retrouvées aux côtés de France Nature Environnement et de plus de 150 autres organisations de la société civile parmi les signataires de L'Appel des Solidarités. Lancé quelques semaines plus tôt au cours de la campagne électorale, cet Appel était destiné à valoriser les initiatives solidaires, tant entre les populations qu'entre les générations - l'écologie étant vue comme une solidarité avec les générations futures.

LA DOUBLE PEINE

Dans son intervention du vendredi face à un auditoire attentif, Christiane Botbol d'ATD Quart Monde fait ce constat simple mais essentiel : « *Les plus pauvres, qui n'ont pas le choix de leur logement, de leur alimentation, de leurs véhicules... ne sont pas responsables de la crise climatique mais en sont les plus grandes victimes.* »

Pourtant, malgré l'évidence et la force de cet état de fait, l'exposition aux risques environnementaux comme facteur d'inégalité sociale



n'est encore que partiellement pris en compte dans les politiques publiques. Frédéric Amiel, responsable du plaidoyer chez Emmaüs France, souligne ainsi, toujours à propos de la crise climatique : « *On parle de réfugiés climatiques mais pour l'instant cette notion n'existe pas dans le droit français. Le dérèglement environnemental ou climatique n'est pas un motif reconnu de demande d'asile et d'obtention du statut juridique de réfugié, qui désigne des migrants en danger dans leur pays d'origine.* »

Un manque de reconnaissance et donc de connaissances qui constitue un premier frein à l'action. Bien que plusieurs études passées ou en cours visent à mettre en lumière ce phénomène de « double peine » sociale et environnementale, notamment sous l'angle de la santé des populations, Alain Chabrolle, vice-président de France Nature Environnement et animateur de la conférence débat consacrée au sujet, tient en effet à souligner que « *si les inégalités sociales sont assez bien documentées, les inégalités écologiques le sont bien moins.* »

SUS AU COURT-TERMISME MALADIF

A rebours de la prise de conscience évoquée par les intervenants de cette Université d'été, il semble que, pour les gouvernants, la tentation de faire de la crise économique une excuse à tous les renoncements en matière de préservation de l'environnement demeure irrésistible. A cela, Michel Dubromel, Président de France Nature Environnement, répond lors de la plénière d'ouverture par une citation d'Eloi Laurent, économiste chercheur à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) : « *Notre court-termisme maladif, encore aggravé par "La grande Crise" que nous traversons, nous amène à devoir choisir entre l'impératif social et l'impératif environnemental. Ce faisant, nous aggravons l'injustice d'une part et nous accélérons les catastrophes d'autre part.* »

Un ennemi commun aux deux causes est ainsi identifié : ce « court-termisme » qui s'est par exemple illustré par le passé dans la construction en masse de logements peu chers et mal



< Les multiples visages du combat pour la justice environnementale et sociale : le mouvement France Nature Environnement et ses partenaires réunis à Bierville.

participants appellent de leurs vœux comme un complément organique de la justice sociale questionne certains fondements de la société actuelle. Comme l'explique dans son intervention Caroline Lejeune, politologue à l'Université de Lausanne : au contraire de l'argent, l'environnement n'est pas qu'une simple ressource dont nous serions maîtres de la distribution. « Il y a une dimension physique à l'environnement, matérielle, et certaines dégradations sont irréversibles. Cela conduit à considérer les implications sociales de notre modèle productiviste dès lors qu'il entraîne un basculement écologique irréversible à l'échelle planétaire. »

Fort heureusement, loin de se sentir écrasés par l'ampleur des enjeux, les participants semblent plus motivés que jamais et les pistes d'action concrètes proposées lors des séances de questions à bâtons rompus ne manquent pas, depuis un programme d'éducation populaire à la consommation soutenable pour donner plus d'autonomie aux individus jusqu'à la redistribution des recettes issues du rattrapage fiscal du diesel vers les ménages les plus pauvres pour lutter contre la précarité énergétique... Les élus sont priés de prendre des notes !

165 participants

16 conférences

45 intervenants issus de 39 organisations différentes

17 ateliers et autant d'animateurs

ET LES LIENS DANS TOUT ÇA ?

En se promenant sur les terrasses, dans les couloirs, à la cafétéria ou bien encore dans le vaste parc lors des pauses, on lit aisément sur les visages la joie de se retrouver et la passion dans les discussions. Le doute n'est pas permis : le vivier et les dynamiques sont là, une première pierre a été posée. Ces visages sont amenés à se croiser très vite...

Le jeudi soir, après le chant de la Fauvette, ce sont d'autres voix que l'on entend gazouiller en provenance de la salle principale du domaine de Bierville, où les participants se sont rassemblés pour une soirée festive placée sous le signe de la musique : celles de Mickey 3D, Mano Solo, Tryo, Charles Trénet ou bien encore Dominique A... Des artistes qui, dans certaines de leurs chansons, ont évoqué avec poésie et ferveur le mal être ressenti par l'individu en décalage avec son environnement ou, au contraire, le sentiment de plénitude qu'apporte la communion avec la nature. De quoi étancher la soif de militants en quête d'inspiration pour les luttes à venir...

ANTOINE GAILLARD

L'Université d'été 2017 de FNE a été organisée avec le soutien du Crédit Coopératif, de l'ADEME, du ministère de la Transition écologique et solidaire, de Biocoop, de Deloitte Développement Durable, de Diffuz et de PAPREC Recyclage.

isolés, décalant dans le temps et vers les populations défavorisées un coût à la fois social (à travers les factures de chauffage) et environnemental (via la production de déchets nucléaires et / ou les émissions de gaz à effet de serre).

sation passe par certaines remises en question. Bruno Genty, administrateur à France Nature Environnement et co-rapporteur de l'avis du Conseil Economique Social et Environnemental consacré à « L'emploi

« Chaque fois que d'autres organisations s'approprient notre combat, c'est une victoire »

DES CULTURES À FAIRE CONVERGER

Travailler ensemble pour identifier puis atteindre des objectifs communs nécessite, entre autres prérequis, de partager le même langage. Ainsi, à mesure que les enjeux s'enrichissent et que les luttes évoluent, le vocabulaire mute et se précise. Dans son introduction aux échanges d'ouverture consacrés au « Projet social de la transition écologique », Jean-David Abel, Vice-président de France Nature Environnement, témoigne : « Il y a dix ans, on n'aurait pas parlé ici du "projet social de la transition écologique". Cet emploi du terme "transition" est relativement nouveau et il dit des choses à la fois sur la méthode et les objectifs de fond. » L'ironie étant qu'au moment du choix des intitulés de l'Université d'été et de ses diverses séquences, « on ne savait pas que le nouveau ministère en charge de l'environnement serait celui de la "transition écologique et solidaire" ».

Du langage à la culture, il n'y a qu'un pas. Or c'est bien à une culture partagée que les militants de divers horizons rassemblés à Bierville doivent aboutir, dans l'optique d'une crédibilité et d'une efficacité accrues des combats pour les causes communes qu'ils identifient au fur et à mesure des échanges. Un objectif dont la réali-

« dans la transition écologique », met les pieds dans le plat à l'occasion d'une séance de questions du public : « Il faut qu'on accepte de ne pas rester les propriétaires de notre combat. Chaque fois que d'autres organisations se l'approprient, c'est une victoire, même si elles ne le reprennent pas forcément mot pour mot. »

Afficher de bonnes intentions ne suffira pas. Marie Fauvarque, jeune directrice de Picardie Nature, l'illustre avec un exemple concret : « Parmi nos missions, on revendique celle de sensibiliser tous les publics. De fait, nos sorties nature sont gratuites et "ouvertes à tous", mais en pratique, aucune n'est organisée avec des publics spécifiques en tête, ceux pour qui l'accès à la nature serait plus compliqué... »

Au-delà de l'exemple, un point majeur est souligné : même si la convergence s'impose rapidement dans les idées, elle doit s'organiser.

LES FONDEMENTS DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Les nécessaires changements profonds dans nos habitudes et nos certitudes de militants doivent être les premiers pas vers une évolution tout aussi fondamentale de la société. Car la justice environnementale que tous les

LA JUSTICE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE EN CHANSONS

1. Respirer, Mickey 3D
2. Je suis un Homme, Zazie
3. Plus rien, Les Cow-Boys Fringants
4. L'Hymne de nos Campagnes, Tryo

MICHEL DUBROMEL

Partout où la nature a besoin de lui

Le 8 avril 2017, Michel Dubromel a été élu président de France Nature Environnement pour succéder à Denez L'Hostis. Un « passage de témoin » en bonne intelligence, dans le cadre d'une transition souhaitée. S'il est soucieux de poursuivre le travail engagé pour faire vivre un mouvement fort de ses 50 ans d'expériences, il entend bien y imprimer sa « patte ».

Le nouveau président est à l'image de France Nature Environnement. Homme de dossiers, d'engagement, d'expérience, très attaché aux territoires où se jouent les combats, Michel Dubromel a une voix reconnaissable entre toutes et des lunettes rondes derrières lesquelles son regard brille d'une grande énergie et d'une attention sincère pour les gens.

La « maison France Nature Environnement », il la connaît comme sa poche. Militant des luttes anti nucléaires depuis les années 1970, un projet de Center Parcs en Alsace le conduit à assumer différentes responsabilités au sein d'Alsace Nature de 1994 à 2008, année où il devient administrateur de France Nature Environnement. Au nom de la fédération, il assure alors plusieurs représentations stratégiques, aux conseils d'administration de l'ADEME et de la SNCF mais également au Bureau Européen de l'Environnement.

En 1986, c'est l'accident de Sandoz, usine chimique de Bâle victime d'un incendie. Le Rhin a été contaminé sur tout son cours, un véritable désastre écologique. J'ai alors acquis l'intime conviction que la technologie ne pouvait pas tout résoudre. Qu'il fallait résolument changer de modèle. »

Le monde professionnel, ce fut également celui de la lutte pour les droits sociaux. Représentant d'une organisation syndicale, l'ingénieur chimiste s'est rodé aux discussions musclées... et fut victime d'un plan social lancé par un groupe soucieux de « recomposer » sa marge bénéficiaire. La violence et l'incohérence des logiques économiques de court terme, de certaines formes de management et de leurs conséquences humaines et environnementales : tout cela résonne encore en lui aujourd'hui.

De ce parcours, Michel Dubromel a tiré des enseignements précieux. D'abord, la nécessité de construire des passerelles, entre citoyens,

territoires, acteurs économiques, syndicats, institutions... « La crise à laquelle nous sommes confrontés est multiforme. La réponse ne peut être que globale. D'où la volonté de FNE de s'ouvrir, comme elle l'a fait en cosignant « L'appel des solidarités » ou en échangeant régulièrement avec les entreprises et les syndicats. Pour cette même raison, nous plaçons pour que certains lieux de débat et de décision, comme la Conférence sociale ou le Conseil national de l'Industrie, s'ouvrent aux associations environnementales. »

Autre enseignement : la nécessité de travailler sur les transitions, tout particulièrement dans les territoires. « Il est illusoire de demander aux citoyens et aux acteurs économiques de changer de modèle du jour au lendemain. En revanche, anticiper, accompagner est indispensable. Et là, FNE, de par son expérience, son expertise, son ancrage territorial, a un rôle majeur à jouer. C'est une force de frappe qu'il faut faire vivre et mieux connaître : certains de nos combats peu visibles n'en sont pas moins déterminants. Je pourrais citer toutes les commissions dans lesquelles nous sommes présents pour représenter les citoyens. Ou nos actions de sensibilisation et d'éducation à l'environnement, qui touchent plus de 2 millions de personnes. Aujourd'hui, chacun s'accorde - y compris au plus haut sommet de l'Etat - sur la nécessité d'un renouveau démocratique. Je dis chiche ! Vous pouvez compter sur FNE. Mais il est grand temps de traduire ces mots en actes. »

CATHERINE HURTUT

« J'ai acquis l'intime conviction que la technologie ne pouvait pas tout résoudre. Qu'il fallait résolument changer de modèle. »

Ses souvenirs les plus marquants ? Une participation plus qu'active du mouvement au Grenelle de l'environnement en 2007 et le rôle précurseur joué par France Nature Environnement sur la question des impacts environnementaux et économiques du transport routier de marchandises à travers le rapport sur l'éco-taxe poids lourds, rédigé à son initiative il y a 10 ans déjà.

D'origine francilienne, et après des études d'ingénieur à Lyon, le nouveau président a travaillé en Anjou, puis en Alsace avant de prendre une retraite active dans le Haut-Jura, « hors des cartes GPS » comme il aime le rappeler. Cette maison jurassienne, « c'est le point de rencontre de mes deux enfants et de mes trois petits-enfants. Inutile de préciser que les vacances sont animées » dit-il avec un brin de malice. « C'est aussi un lieu qui me permet, dès que j'ouvre la porte, de m'immerger totalement dans la nature, via la randonnée et le ski de fond. » Mais il n'y a pas que le Jura dans le panorama de Michel Dubromel, il y a aussi le « Camino » (Chemin de Compostelle) qu'il aime arpenter l'été...

Ce parfait militant a également connu un parcours professionnel en tant qu'ingénieur chimiste au sein d'une société multinationale. « A l'issue de mes études d'ingénieur, très imprégné de l'esprit « 1968 », j'ai eu la volonté d'intégrer le monde de l'industrie pour le faire évoluer de l'intérieur. Loin de contrevenir à mes convictions, cela les a renforcées. Deux événements ont provoqué chez moi le déclic. En 1983, une pollution du Rhin est causée par les rejets de l'entreprise pour laquelle je travaillais, malgré toutes les précautions prises.

REPÈRES

1973 : participe à sa première manifestation écolo, contre le centre de stockage de déchets nucléaires à la Hague

1994 : rejoint le mouvement France Nature Environnement au sein de la fédération Alsace Nature

2008 : devient administrateur de France Nature Environnement

2015 à 2017 : membre du Comité Economique et Social Européen



© Marion Perrot